

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE SECURITE



Distr.
GENERALE
S/5053/Add.4
30 janvier 1962
ORIGINAL : FRANCAIS

RAPPORT ADRESSE AU SECRETAIRE GENERAL PAR LE FONCTIONNAIRE CHARGE
DE L'OPERATION DES NATIONS UNIES AU CONGO AU SUJET DE LA SITUATION
CONCERNANT L'APPLICATION DES RESOLUTIONS DU CONSEIL DE SECURITE EN
DATE DES 21 FEVRIER ET 24 NOVEMBRE 1961

Note du Secrétaire général

La réponse de l'ONUC à la lettre de M. Tshombé dont il est question dans le rapport du fonctionnaire chargé de l'Opération des Nations Unies au Congo (S/5053/Add.3, par. 8) a été remise à M. Tshombé le 30 janvier 1962. Le texte de cette réponse est reproduit ci-dessous.

Lettre en date du 30 janvier 1962 du fonctionnaire chargé de
l'Opération des Nations Unies au Congo, adressée au Président
de la Province du Katanga

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que votre lettre du 26 courant concernant le problème des mercenaires, que vous aviez remise à notre représentant à Elisabethville aux fins de transmission au Secrétaire général, lui a été communiquée immédiatement.

Les Nations Unies ont noté avec satisfaction votre déclaration officielle que les autorités katangaises sont déterminées à éliminer tous les mercenaires se trouvant au Katanga et qu'elles sont prêtes à prendre des mesures concrètes et définitives pour mener à bien cette opération sans plus tarder.

Me référant au paragraphe 3 de votre lettre, je vous serais reconnaissant de me faire transmettre, dès le reçu de la présente réponse, la liste de tous les mercenaires qui ont existé et de ceux qui existent encore au Katanga.

En ce qui concerne le délai d'un mois que vous proposez pour la complète élimination des mercenaires, je dois attirer de nouveau votre attention sur l'urgence aussi bien que l'importance que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies attachent à cette opération. Les fonctionnaires des Nations Unies

qui ont fait rapport sur les entretiens qu'ils ont eus avec vous sur ce problème ont compris que vous étiez vous-même très désireux de régler ce problème le plus rapidement possible en étroite coopération avec l'ONUC. En conséquence les Nations Unies considèrent que l'élimination des mercenaires doit être entreprise immédiatement sans être conditionnée par le délai indiqué dans votre lettre.

Les Nations Unies notent avec intérêt votre proposition de créer une commission mixte pour vérifier l'exécution de l'opération. Elles acceptent l'idée d'une ou de plusieurs commissions mixtes, ayant libre accès dans toutes les localités où elles désireraient se rendre. Toutefois, je tiens à préciser qu'il appartient aux Nations Unies de décider de leur représentation au sein de cette ou de ces commissions, et de décider notamment s'il y a lieu que leurs représentants soient civils ou militaires. Si des représentants militaires de l'ONUC sont désignés pour faire partie de cette ou de ces commissions, ils devront remplir leur tâche en restant en uniforme.

